

Réunion des 9 organisations de retraité-es Compte-rendu INTERNE du 8 septembre 2026

La réunion s'est tenue dans les locaux de Solidaires, de 14 h 30 à 16 h 30. Sept organisations étaient présentes (CGT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, Ensemble & Solidaires, LSR). L'UNIRSolidaires était représentée par Christian Mahieux et Patrice Perret.

Ce compte-rendu interne et complet permet de connaître les positions des différentes organisations.

Ordre du jour prévu :

- L'actualité ... bien fournie
- Point sur le fonctionnement du « Groupe des 9 » au consensus
- Concrétisation des décisions du 11 juin :
 - o Action du 14 octobre, jour de la réunion du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco.
 - o Action nationale (manifestation nationale ?) sachant que depuis la CGT a annoncé la date du 19 novembre.
 - o Expression sur l'augmentation de la répression et le lien avec le développement des guerres au détriment des populations (envoyée par 5 organisations).
 - o Communiqué sur les Maisons France Autonomie, l'abandon de la loi Grand-Âge et les difficultés de tout le secteur de l'aide à l'autonomie : l'écrit de FO a été amendé par Ensemble & Solidaires et par Solidaires. FO attend d'autres éventuelles modifications, améliorations, ...
- Travaux du HCA
- Questions diverses (action du 29 septembre, colloque FSU le 13 octobre)

Actualités

Solidaires introduit le débat, en tant qu'organisation invitante.

L'été a été marqué par les conséquences du dérèglement climatique. Les feux, les incendies, mais pas seulement. Syndicalement, il y a le mouvement des pompiers, plus exactement des personnels des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), avec leur préavis de grève unitaire à compter d'aujourd'hui, une montée sur Paris à partir du 26, pour faire le lien avec l'appel unitaire à la grève dans la fonction publique, le 29. Les incendies ont des conséquences graves, avec les destructions de maisons, de forêts, de la faune, etc. mais aussi des conséquences sociales directes ;

pour ce qui concerne les retraité-es, cela se traduit par de très nombreuses personnes obligées de quitter leur maison ou leur EPAHD, avec les difficultés de transferts, de réaffectation, de coupure avec les liens familiaux et/ou amicaux, etc.

Dans les prochaines semaines, il y a de nombreuses mobilisations dans lesquelles plusieurs de nos organisations, sous des périmètres différents selon les dates, sont impliquées : féministes, pour le droit à l'avortement, pour les libertés, contre la coopération militaire avec l'État israélien, ...

Un mot par rapport à l'extrême droite. On parle beaucoup ces jours-ci de l'AFD par rapport à une région d'Allemagne, mais ici c'est le Rassemblement national et d'autres, à l'échelle de l'ensemble du territoire. Et face l'extrême droite, le mouvement syndical, les associations, ont une responsabilité importante.

En lien avec la lutte contre l'extrême droite, et pas seulement, la question de l'unité est importante. Nous redisons, pour Solidaires, pour l'UNIRS, que nous voulons maintenir le G9, renforcer son efficacité, comme outil commun.

Le gouvernement n'a même pas attendu le prochain PLFSS, il a annoncé durant l'été deux types de mesures pour faire de nouvelles « économies » sur des dépenses de santé et de retraite, sous prétexte de limiter le déficit. Le gouvernement a déjà publié le décret sur la **baisse du ticket modérateur**, les remboursements portent sur :

- les médicaments à l'efficacité jugée faible, leur niveau de remboursement passerait de 15 % à 5 % ou de 30 % à 15 % ;
- les transports sanitaires, et les consultations chez le chirurgien-dentiste de 60 % à 55 % ;
- les dispositifs médicaux de 60 % à 50 %.

Les remboursements sont transférés aux complémentaires santé qui vont augmenter leurs tarifs. Ils augmentent la charge financière de plus en plus importante pour les patients, qu'ils aient ou non une complémentaire :

- Les personnes qui, pour des raisons financières, n'ont pas de complémentaire, vont payer le ticket modérateur, il s'agit de 3,6 % de la population soit 2,5 millions de personnes.
- L'autre partie de la population qui a une complémentaire santé, vont la payer plus cher et certains auront un niveau de prise en charge minimal car ils ont pris l'offre la moins chère.

Sur le fond, les assurances complémentaires sont très inégalitaires contrairement à l'assurance maladie obligatoire. Malheureusement, la Sécu recule et laisse de la place aux complémentaires.

Le gouvernement envisage deux autres décrets.

L'augmentation des plafonds des franchises médicales et des participations forfaitaires, concerne particulièrement les personnes en retraite :

- **Les personnes de 80 ans et plus** consomment en moyenne plus de 100 boîtes de médicaments par an et dépensent déjà plus que le nouveau plafond, pour la seule pharmacie.
- **Parmi les personnes âgées de 65 ans et plus** (selon l'Assurance Maladie) **7 millions sont en affection de longue durée** et subissent déjà un

reste à charge annuel de 840 € (selon l'inspection générale des affaires sociales). Leur protocole de soins leur impose des dizaines de consultations, d'exams et de traitements chaque année.

- **Une personne de plus de 68 ans sur trois atteint déjà l'ancien plafond !**

Le gouvernement a reculé, il ne va pas doubler mais augmenter le plafond des franchises médicales et celui des participations forfaitaires, qui passerait de 50 à 70 €, soit pour les deux, de 100 à 140 €, puis ce plafond suivrait l'inflation. Le gouvernement minimise et stigmatise :

- Il prétend que cela ne coûterait que 10 € par an en moyenne pour les assurés et 24 € pour les personnes en ALD. La moyenne sur les 48 millions soumis aux franchises et participations n'a aucun sens, une étude de l'Institut Santé montre que les 7 à 8 millions de personnes concernées subiront à plein l'augmentation des plafonds.
- Il stigmatise les patient·es qui consommeraient trop de médicaments, trop de consultations, trop d'actes médicaux, alors que les personnes les plus malades, celles en affection longue durée (ALD), les plus dépendant·es, les plus âgé·es doivent se soigner davantage que les autres.

Ces mesures s'ajoutent au ticket modérateur, à la généralisation des dépassements d'honoraires, à l'augmentation des cotisations des complémentaires santé (+25 % en trois ans selon Que Choisir). Elles risquent d'inciter au renoncement aux soins ce qui, si cela provoquait une hospitalisation, créerait un déficit et non une soi-disant économie. Le gouvernement poursuit sa politique de transfert des dépenses sur les patient·es.

L'idée de désindexation des pensions sur l'inflation a provoqué des remous, que le gouvernement a tenté d'apaiser en mettant en avant les plus « aisés ». En 2018, pour l'augmentation de la CSG, était « aisé » le retraité au revenu fiscal de référence mensuel supérieur à 1 200 €, soit une pension de 2 000 € pour une personne seule et 3 100 € pour un couple. Cette fois-ci, face au tollé, le gouvernement précise que le retraité « aisé » qui verrait sa pension gelée, est celui qui reçoit une pension mensuelle de 3 000 euros. Un tel seuil ne permettrait une « économie » que d'un milliard d'euros, au lieu des 6 visés par un gel de toutes les pensions, car les retraité·es « aisés » ne représentent que 6 % des retraité·es (9 % des hommes et 3 % des femmes).

Cette désindexation remet en cause le fondement du système de retraite français, qui est un droit individuel et contributif, même l'IPP le dit. Elle pose le problème de l'effet de seuil, les pensions un peu

en dessous de 3 000 € vont dépasser celles à 3 000 €.

Des membres du gouvernement préféreraient une mesure plus pérenne, la suppression de l'abattement de 10 % dans le calcul de l'impôt dont bénéficient les retraité·es. On peut craindre un retour de cette

Interventions des organisations

La CGT n'a rien à ajouter sur l'introduction de Solidaires, sur ce que le gouvernement a mis dans les tuyaux, sous forme de ballons d'essai. Le gouvernement n'a pas anticipé les incendies, le réchauffement. Nous sommes dans une situation où il est devenu nécessaire de s'adapter aux températures élevées, avec des conséquences sur le logement, la santé. Nous allons dans le mur en l'absence de mesures, il n'existe pas de possibilité de revenir en arrière, nous allons vivre avec des températures élevées.

La FSU est d'accord avec Solidaires et la CGT. La surmortalité est gravissime, nous devons nous exprimer sur les 7 300 décès en plus par rapport à l'année dernière (c'est au 31 juillet, donc cela va augmenter). Quasiment tous ces décès sont survenus à domicile, ils concernent les plus de 75 ans, les personnes isolées à domicile, les précaires. Le logement est un problème récurrent et pérenne. Dans les petits villages, à peine 10% des personnes âgées se sont signalées au CCAS. Depuis 2003, on n'a pas progressé, on nous balade dans les discours sur l'autonomie, la conférence nationale n'arrive toujours pas et sa composition minore les organisations représentatives (syndicats, associations intervenant sur l'autonomie). La loi Bien vieillir permet de beaux discours mais aucune avancée, le mur du vieillissement est présenté comme catastrophique alors qu'il n'est pas nouveau, la loi programmation avec des moyens humains et financiers ne vient pas.

Ensemble & Solidaires est d'accord avec toutes les expressions. La santé n'existe plus après 75 ans : pas de prévention, rien ! Dans les villages, il n'y a pas de jeune, pas de travail, pas de convivialité, pas de services publics, pas d'industrie, plus de boîte aux lettres ... il ne reste que des personnes âgées isolées. Mais on nous pique du fric. Nous n'avons plus de relève dans nos organisations, les nouveaux retraité·es arrivent en retraite épuisés et gardent pour eux leur bon temps. La situation des enfants et petits-enfants est compliquée, elle mobilise les papys et mamies pour la vie courante. La voiture polluée, mais pas les bombes, la France fabrique et vend. Le Mouvement de la paix ne recrute

mesure et des mensonges démagogiques sur les frais professionnels des personnes en retraite.

Toutes ces mesures, prises ou annoncées, provoquent des remous chez les retraité·es, nous avons la responsabilité de permettre à la colère de s'exprimer.

pas autant qu'il le faudrait. La montée de l'extrême-droite appelle à la vigilance, à la méfiance des infos pilonnées par certaines presses. Le Pen n'est pas seule. Notre bureau de ce matin s'est inquiété des informations que la population ne reçoit pas sur les bombardements.

La CFE-CGC apprécie la bonne introduction. Les pompiers ne sont pas assez équipés, le gouvernement réfléchit pour trouver de l'argent et voit dans les retraité·es une bonne proie. Gel des pensions de 2 ou 3 000 euros ? La pension est un dû après avoir cotisé, elle permet une aide aux enfants et petits-enfants. Les franchises arrivent, le 10 % va revenir, probablement aussi une TVA « sociale »... nous devons rester unis pour ne pas passer à la moulinette. Le gouvernement doit tenir ses promesses pour les budgets, les 2 canadais prévus n'ont pas été commandés.

La FGR-FP revient sur les aisés à 1 200 € pour la CSG, pourtant, de l'argent il y en a, mais l'objectif du gouvernement n'est pas d'aller le chercher, il préfère viser les retraité·es mais aussi les travailleur·ses alors que les salaires sont bas. Le patronat fait bloc et s'appuie sur la presse. L'argent sert aux armes et à la destruction.

La CGT informe d'une lutte cet été, 150 familles ont été virées des hôtels du 115 par Pécresse. Les retraité·es y ont joué un rôle très important, ont contribué à obtenir des avancées pour les travailleurs et travailleuses, et la moitié des familles qui ont été relogées. L'action continue.

LSR alerte sur le danger de l'extrême-droite, illustrés par les mesures prises en Allemagne, ou encore à Carcassonne où la mairie RN a repris la bourse du travail.

Solidaires invite à passer au point suivant et retient l'idée de s'armer contre l'extrême-droite, de tenir notre rôle avec mouvement social ; nous pourrions prévoir de programmer un échange spécifique. Nous nous enrichissons les un·es les autres dans les échanges.

Fonctionnement du « Groupe des 9 » au consensus et décisions d'actions

Solidaires rappelle que ce point fait suite à la dernière réunion du 11 juin, au sujet de l'invitation de la CFDT et de l'UNSA à une réunion par la CGT, alors qu'il était convenu d'une réunion G9 avant, pour décider des bases de l'action. Pour éclaircir la situation, FO, CFE-CGC, FSU, Solidaires et FGR-FP ont écrit à la CGT, pour exprimer le problème du non-respect des décisions communes, pour regretter de ne pas avoir attendu septembre pour décider des conditions d'invitation. La CGT n'a pas répondu à cette lettre. FO a saisi cette occasion (la goutte d'eau...) pour se retirer du G9. Il faut remettre les choses au clair. Chaque organisation fait ce qu'elle veut, mais les décisions prises en commun doivent être appliquées. Pour ce qui est de Solidaires, nous insistons sur la nécessité de maintenir et renforcer les activités de notre groupe des neuf organisations de retraité·es.

La CGT est effectivement attachée à l'unité d'action et au G9, dont les organisations ont des fonctionnements différents. La CGT a fait le choix de ne pas répondre, d'attendre pour s'expliquer au cours d'une réunion apaisée. La CGT est pour l'élargissement, ce qu'elle a évoqué au G9 du 11 juin, alors que la démarche était déjà lancée. Elle a invité tout le monde le 29 juin et a envoyé au G9 le compte-rendu de la réunion avec CFDT et UNSA.

Les autres organisations réagissent, elles n'ont pas reçu ce compte-rendu de réunion. La CGT s'étonne...

La CGT informe alors que CFDT et UNSA sont favorables à une initiative spécifique des retraité·es, avec toutefois une réserve de la CFDT qui attend l'accord de son BN. La CFDT n'est pas sensible au pouvoir d'achat, elle l'est plus sur la santé et les services publics. L'UNSA est d'accord sur la revalorisation des pensions et sur la santé, elle propose d'acheter une page dans la presse, ce que refuse la CGT à cause du coût. Elles ont pointé le danger de l'extrême-droite. La CGT informe que CFDT et UNSA, ainsi que le G9, sont invités à une réunion le 14 septembre pour écouter leurs réponses sur le 19 novembre.

Toutes les organisations protestent, aucune n'a reçu l'invitation ni la moindre information à propos du 14 septembre. La CGT s'étonne...

Pour la CGT, nous sommes tous d'accord pour l'unité, mais laquelle ? Il faut redéfinir les contours du G9, est-ce un espace de réflexion ou un outil pour les actions ? CFDT et UNSA devront accepter notre

socle commun revendicatif pour venir. La date du 19 novembre a été évoquée par la CGT avec le 17 et le 19. Le comité général de la CGT a décidé le 19 et a envoyé un courrier pour informer le G9 (... non reçu comme les autres...). Le 8 septembre arrivait trop tard pour mobiliser.

La CGT bis (un autre responsable CGT) donne des informations contradictoires : la CGT n'a pas décidé d'envoyer au G9 le compte-rendu avec la CFDT et l'UNSA, il ne faut pas s'étonner que le G9 ne l'ait pas reçu. Le comité général de la CGT a retenu le rassemblement du 14 octobre et la manifestation du 19 novembre à Paris et les a fait ensuite valider par le G9. Il détaille le contenu du compte-rendu de la réunion avec CFDT et UNSA. La CFDT insiste sur la santé, le logement, les services publics, le pouvoir d'achat, l'autonomie, comme la FERPA, elle cite le travail des confédérations CGT et CFDT. L'UNSA est pour une action dès la rentrée mais signale qu'elle a des difficultés à mobiliser, elle propose une conférence de presse. La CFDT propose d'interpeller les député·es. Le BN CFDT se réunit début septembre, l'UNSA consulte ses instances. La CFDT ne mobilisera pas le 14 octobre. CGT, CFDT et UNSA ont convenu de poursuivre les réflexions le 14 septembre.

La FSU partage la présentation de ce point par Solidaires. Des choses sont difficiles à accepter par le G9, G9 qui n'est pas une intersyndicale, comme le dit la CGT, mais un regroupement de syndicats et d'associations. Le contact avec l'UNSA dans l'année nous a appris qu'elle s'opposait à la présence d'associations. Au sujet de la date du 19 novembre, nous avons tous validé le relevé de décision unitaire qui ne mentionnait pas de date, mais seulement la « 2^e quinzaine de novembre », et l'attente de la réunion du 8 septembre pour décider de la date. Nous, membres du G9, ne pouvions pas nous retrouver dans une réunion CGT, CFDT et UNSA. Nous avons appris le 19 novembre par des équipes locales qui nous ont interpellés. Mais dans le contexte actuel, il serait irresponsable de ne pas aller ensemble dans l'action, à la date imposée (car il est inimaginable d'envisager maintenant une autre date). Chaque organisation est indépendante et prendra ses décisions. La FSU sera dans l'action le 14 octobre et le 19 novembre. La complémentaire tient une grande place dans la pension, nous refusons le gel, nous allons mobiliser. La CFDT est-elle vraiment pour une action spécifique, Marylise Léon n'est pas opposée à faire participer à l'effort les retraité·es aisé·es, à en

discuter avec le gouvernement. Ça fait peur, il faut le respect du code de la Sécu. La CFDT de 2020 refusait la désindexation, elle ne le dit pas 2026.

Solidaires approuve totalement l'intervention de la FSU. Elle tente de faire comprendre à la CGT qu'il n'est pas possible de travailler en recevant des informations contradictoires, un relevé de décisions qui décide une réunion du G9 pour déterminer les bases de la mobilisation et de la rencontre avec CFDT et UNSA, un courrier de la CGT le lendemain qui invite CFDT et UNSA à une réunion, l'accord de la CGT une semaine après sur le relevé de décisions... Même les expressions de deux responsables de la CGT aujourd'hui se contredisent. Il faudrait que la CGT parle clairement d'une seule voix.

Solidaires insiste sur la base revendicative du 19 novembre. En 2018, le G9 a refusé clairement d'imposer une austérité à des retraité·es « aisé·es », il ne faut pas l'accepter en 2026.

La CGT a lancé le 14 octobre, elle n'est pas parfaite, mais n'est pas pourrie. La CGT a été mal comprise, les décisions ont été mal rédigées. La CGT a décidé et a invité CFDT et UNSA, puis a décidé de les revoir avec une réunion le 14 septembre. Elle est désolée que le courrier au G9 pour le 14 n'ait pas été envoyé, mais le G9 y est invité.

FSU : une responsable, absente le 11 juin, a eu un excellent écho de cette réunion super et agréable, aux décisions super, avec le retour de FO... puis a reçu le lendemain la lettre de la CGT à la CFDT et l'UNSA, que la FSU a perçu comme un projet puis que la réunion de préparation n'avait pas eu lieu, alors que c'était une réelle invitation. Important : il ne faut pas renouveler les erreurs du 11 juin, il faut de la souplesse entre nous pour réussir l'action nécessaire, contre les présidentiables qui matraquent les retraité·es. Quelles sont les infos pratiques pour le 14 octobre et le 19 novembre ?

Solidaires propose les points suivants pour avancer :

- Il y a accord sur le 14 octobre sur nos bases communes.
- Accord aussi sur le 19 novembre, en dépassant les problèmes sur le choix de la date, là aussi sur nos bases revendicatives communes.
- La réunion du 14 septembre avec CFDT et UNSA est une initiative CGT, les autres organisations présentes aujourd'hui viennent seulement de l'apprendre et ne viendront pas, la CGT nous informera de cette réunion le soir même du 14.

La CFE-CGC donne son accord de principe sur le 14, elle le confirmera dans deux jours après retour des instances ; elle est d'accord avec les propositions.

La CGT dit qu'effectivement, il faut avancer. Elle informe de la préparation technique du 14 octobre au siège de l'AGIRC-ARRCO : ce sera un rassemblement à proximité, place de la Bastille, avec des prises de parole, des distributions de matériels par chaque organisation (la CGT a sa carte pétition), ambiance festive avec casse-croute, et probablement des échos de la réunion par les membres du CA de l'AGIRC-ARRCO

Pour le 19 novembre, chaque localité se débrouille pour mobiliser et venir à Paris, un rassemblement commencera à 11 h devant la gare Montparnasse, puis une manif partira assez rapidement (pour que les personnes en car et en train ne repartent pas trop tard) vers les Invalides, car le préfet impose une avenue large permettant le stationnement des cars. Le parcours permet de se faire voir par le monde sur les trottoirs. La CGT a prévu des bus, y en aura-t-il d'autres organisations ? Localement, chaque organisation peut contacter la CGT pour avoir des places dans bus CGT et partager les coûts.

La FSU attendait cette réunion du G9 pour décider et lancer la préparation du 19 novembre. En général, les personnes de chaque localité se retrouvent souvent dans les mêmes bus. La question des coûts se posera. Négocier des places dans les TGV n'est pas facile, chaque personne doit le faire pour elle-même.

Solidaires a envoyé un projet de tract pour le 14 octobre. Les amendements doivent être envoyés d'ici jeudi soir. Le tract laissera une place en bas pour y ajouter les renseignements locaux. Les logos seront sans FO, nous enverrons à la CFTC pour avoir leur retour sur leur participation, ou non.

La FSU insiste pour chaque organisation respecte la liste des adresses Internet pour que personne ne soit oublié, et pour le respect des délais pour l'envoi des amendements.

La CGT s'y perd dans les différentes versions et demande de bien mettre en évidence les modifs en couleur.

La FSU répond que c'est fait, en numérotant les versions, en envoyant la version colorée et une version lissée montrant l'aspect final.

Solidaires insiste pour que le projet de relevé de décisions, qu'elle envoie le soir même soit adopté dans les 24 h.

Expression de 5 organisations

Solidaires rappelle que l'expression sur l'augmentation de la répression et le lien avec le développement des guerres au détriment des populations a

longtemps circulé, a fait l'objet d'amendements et a été signé par FO, FSU, Solidaires, FGR-FP et LSR.

Communiqué sur les Maisons France Autonomie

Ainsi que sur l'abandon de la loi Grand-Âge et les difficultés de tout le secteur de l'aide à l'autonomie : l'écrit de FO a été amendé par Ensemble & Solidaires, la FSU et par Solidaires.

La FSU renvoie une proposition, à partir du projet au contenu riche et intéressant. L'échéance est fixée dans deux semaines, le 25 septembre.

Travaux du HCA

Les représentants au HCA qui sont membres du G9 travaillent ensemble et n'ont pas le temps nécessaire refaire le même travail dans les réunions du G9.

Les organisations qui ne sont au HCA peuvent consulter tous les documents sur le site de la FGR-FP et envoyer des remarques, des avis à la FSU (Marylène) qui fera suivre au groupe.

Questions diverses

Le 29 septembre, journée d'action et de grève de la fonction publique, nous nous exprimerons et agirons car nous tenons, nous avons besoin des services publics. La CGT envoie un projet.

Journées d'automne, colloque annuel de la FSU : c'est le 13 octobre sur santé et autonomie. Chaque organisation est invitée.

Prochaine réunion :

lundi 9 novembre à 14 h au local de la FGR-FP